

Tournages dans le canton: quel impact financier?

La série télévisée «Placée» sera tournée dans la région début 2025, dans le cadre d'un projet pilote soutenu par le Canton.

PAR DANIEL DROZ



Le tournage de la série «Wilder» en 2020 à La Chaux-de-Fonds. KEYSTONE

«**S**on titre sera 'Placée'. Elle est produite pas la société genevoise Rita Productions», révèle le conseiller d'Etat Alain Ribaux. «Elle sera principalement tournée dans le canton de Neuchâtel en 2025. Il y aura probablement des acteurs très connus mais ce n'est pas encore confirmé.» Sa particularité? Cette série télévisée, d'une durée de six fois 52 minutes, bénéficiera d'un soutien du Canton et servira de test pour évaluer la pertinence

d'une politique publique dans le domaine des productions audiovisuelles. Le Conseil d'Etat répond ainsi positivement à une proposition de Neuchâtel Films, l'association des professionnelles et professionnels de la branche audiovisuelle, qui est à l'origine de cette initiative. Ce projet pilote répond également à une recommandation du Grand Conseil, acceptée en mars 2024. Celle-ci invite le gouvernement à créer un fonds d'incitation économique pour

attirer des productions dans le canton.

Par le biais du service économique

Le Neco, le Service cantonal de l'économie, pilote ce projet avec l'appui de celui de la culture. Ce n'est pas anodin. Le soutien au cinéma est ici envisagé à travers la promotion économique. Comme c'est un projet pilote, cette dernière peut intervenir bien que le secteur audiovisuel ne soit pas un domaine d'activité stratégique.

«Il s'agit d'identifier les retombées économiques concrètes que ça peut apporter. Il ne suffit pas de dire que c'est génial pour que ça le soit», poursuit le ministre responsable de l'économie et de la culture. «C'est un domaine nouveau. Il y a des règles qui ne sont pas les mêmes que quand nous soutenons la microélectronique.»

Un million dépensé dans la région

Pour cette série, le Canton devrait rembourser 15% de ce qui

«Ça prend une bonne tournure»

«Nous sommes super contents. Ça prend une bonne tournure», dit le réalisateur et producteur Jacques Matthey, président de Neuchâtel Films. L'association est à l'origine de l'idée d'un tournage test dans le canton. Elle a rebondi sur le projet de Rita Productions et fait le lien entre cette société et les services cantonaux.

«Avec le Service de l'économie, il y a vraiment la volonté d'utiliser le projet de la série 'Placée' pour faire une ébauche de ce que pourrait être un fonds incitatif à la neuchâteloise. Nous avons un tableau vierge à remplir. Il faut créer un outil qui ne soit pas trop compliqué administrativement et qui devienne intéressant pour les productions», relève Jacques Matthey. «Il faut que nous réussissions à convaincre les politiques de changer la loi pour que ce soit une nouvelle attribution de la promotion économique; créer un fonds économique et pas culturel», ajoute-t-il.

«Notre idée est également d'attirer un maximum de tournages pour pouvoir professionnaliser les gens qui travaillent déjà dans le cinéma, peut-être faire venir des techniciens. Nous nous disons que s'il y a régulièrement des tournages, certains vont peut-être venir s'installer dans le canton», dit le producteur. «Honnêtement, tout le monde a à y gagner, autant les gens qui vont accueillir ces tournages que les entreprises de biens et de services ou le tourisme. Ça fera rayonner le canton de Neuchâtel.»

sera dépensé dans la région par l'équipe de production, soit environ 1 million de francs selon les estimations. Le tournage est planifié sur une soixantaine de jours avec plusieurs dizaines de personnes présentes par jour.

«Nous n'avons pas toujours pensé que l'économie et la culture pouvaient avoir beaucoup de choses en commun, d'ailleurs beaucoup plus de choses que nous le croyons», relève Alain Ribaux.

A ses yeux, les professionnels de la branche ne recherchent pas seulement de l'argent. «Ce sont aussi des appuis, des idées, des facilitations, des autorisations de tourner, des blocages de rue», dit-il. «C'est un ensemble d'éléments et aussi, notamment, celui de savoir où on tourne les scènes d'intérieur.»

Etude sur la construction d'un studio

C'est pourquoi, parallèlement à ce projet pilote, la Haute Ecole de gestion Arc a été mandatée pour évaluer la faisabilité et la viabilité d'un projet de construction d'un studio de tournage à

La Chaux-de-Fonds. «Si nous voulons nous lancer, il faut voir les choses globalement», relève le conseiller d'Etat.



Nous n'avons pas toujours pensé que l'économie et la culture pouvaient avoir tant en commun.»

ALAIN RIBAUX
CONSEILLER D'ETAT

«Nous le faisons à la neuchâteloise, avec prudence. C'est tout le sens du projet pilote et du mandat que nous avons confié à la Haute Ecole. Nous voulons savoir où nous mettons les pieds», dit-il.

L'ensemble des résultats devraient être connus dans le courant du deuxième semestre 2025. «A terme, si nous allons de l'avant dans l'idée d'un fonds ou d'une activité pérenne, ce sera en lien avec les acteurs du cinéma du canton de Neuchâtel», conclut Alain Ribaux.

L'offensive contre les plastiques se poursuit

Malgré l'échec d'un traité international début décembre, l'élue écologiste neuchâteloise Céline Vara poursuit son combat.

Les négociations visant à limiter la pollution plastique dans le monde, placées sous l'égide des Nations unies, n'ont pas abouti, début décembre en Corée du Sud. Face à l'opposition de pays producteurs de pétrole, aucun traité international n'a été signé. Plus de 100 pays, dont la Suisse, étaient pourtant favorables à des mesures restrictives. Face à cet échec, la conseillère aux Etats neuchâteloise Céline Vara ne baisse pas les bras.

Par le biais d'un postulat, l'élue écologiste demande au Conseil fédéral d'agir pour limiter l'utilisation du plastique et des emballages jetables en Suisse, sans attendre un accord international.

Se positionner en leader

«La Suisse doit avancer, se positionner en leader et soutenir les entreprises dans cette transition écologique.»

Céline Vara était à l'origine d'une offensive contre les microplastiques aux Chambres

fédérales, lors de la session d'été 2024 à Berne. Des parlementaires de bords politiques différents y participaient, en déposant 20 interpellations, motions et postulats réclamant des mesures à l'échelle nationale, telles que des réglementations sur les emballages, des interdictions ainsi que des études d'impact.

Etablir des standards nationaux

«Les objets déjà traités ont tous



été refusés, souvent avec l'argument que le Conseil fédéral y travaille et attend un cadre international pour aller de l'avant», regrette le conseiller national neuchâtelois Fabien Fivaz. «Mais sans traité mondial, c'est à nous de trouver des solu-

tions locales», ajoute le député Vert.

Le postulat de Céline Vara invite donc le Conseil fédéral à établir des standards nationaux en matière d'utilisation de plastiques jetables et d'emballages réutilisables. En Suisse, deux tiers de la pol-

La Suisse n'a pas interdit le plastique à usage unique, contrairement à d'autres pays. DAVID MARCHON

lution aux microplastiques proviennent de l'abrasion des pneus.

La Suisse est également particulièrement concernée par l'omniprésence du plastique à usage unique puisque, contrairement à d'autres pays, elle ne l'a pas banni. VGI